



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ESPAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE MADRID

N° 6 – 26 Mars 2021

En bref

L'Espagne enregistre une très légère reprise de l'incidence (132 cas/100 000 hab.), après deux semaines de stabilisation (autour de 128 cas/100 000 habitants). Au 23/03, 9,2% de la population a reçu au moins la première dose du vaccin et 4,8% est vaccinée (deux doses).

LE CHIFFRE À RETENIR

-10,8%

Chute du PIB espagnol en
2020

Le Conseil Interterritorial de Santé du 24/03 a décidé de ne pas durcir les restrictions déjà prévues pour la semaine sainte (26 mars – 9 avril) : les restrictions minimales décidées le 10/03 seront maintenues avec le confinement géographique obligatoire de toutes les régions (à l'exception des Canaries et des Baléares –dans ce dernier cas, la région a décidé d'imposer elle-même un confinement géographique), un couvre-feu au moins entre 23h et 6h et la limitation des rassemblements de personnes à 6 personnes dans les espaces publics extérieurs, 4 personnes dans les espaces publics intérieurs et les personnes vivant ensemble dans les espaces privés. Les régions pourront adopter des restrictions plus strictes.

La Banque d'Espagne (BdE) revoit à la baisse la croissance du PIB à 6,0 % (-0,8 pp) en 2021 et considère que seulement 55 % des projets prévus pour 2021 dans le plan de relance seront mis en œuvre.

Après les autorisations de l'autorité de la concurrence espagnole et du Ministère de l'Économie, CaixaBank devient la première banque espagnole avec l'absorption de Bankia ce 26/03/2021.

Zoom sur: répartition régionale d'une première tranche de 581 M€ du plan de relance pour la transition écologique

Le gouvernement a adopté la répartition régionale de 581 M€ du plan de relance espagnol lors du conseil des ministres du 23 mars dont 421 M€ pour la gestion des déchets dans le cadre de la prochaine réforme pour remplir les objectifs européens dans ce domaine, 100 M€ pour l'assainissement et épuration pour les villes de moins de 5 000 habitants en retard à ce sujet et 60 M€ pour un plan de protection des oiseaux menacés par les lignes électriques dans le contexte de la protection de la biodiversité.

Ces plans seront soumis à la Conférence Sectorielle des Régions prochainement puis mis en œuvre avec des appels d'offre par les régions. Il s'agit des premiers investissements du plan de relance espagnol dont l'envoi formel à la Commission Européenne est attendu ces prochaines semaines.

Pour mémoire, l'ensemble du plan de relance espagnol a vocation à être financé par les fonds européens de relance et le gouvernement espagnol a prévu de faire l'avance des fonds à hauteur de 27 Md€ prévus dans le budget général de l'Etat espagnol pour 2021.

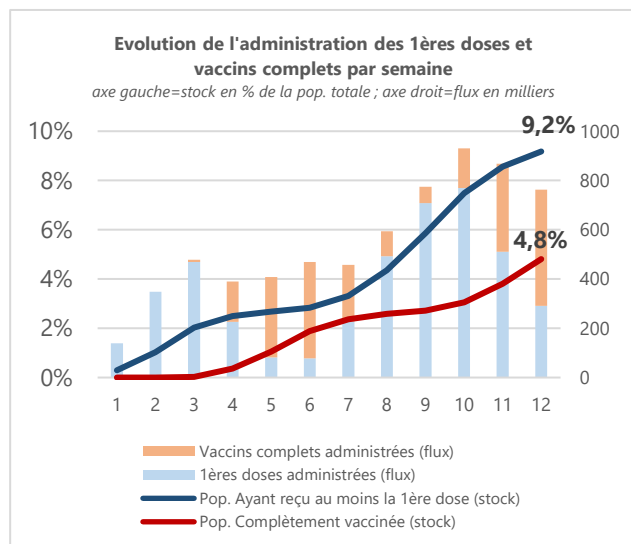
La 4^{ème} Vice-présidente et Ministre de la Transition Écologique, Teresa Ribera, a annoncé l'adoption d'une décision semblable prochainement pour **activer 2 Md€ du plan de relance pour financer des actions concernant la mobilité électrique, les points de recharge et la rénovation énergétique de bâtiments dans les villes de 5 000 habitants.**

Pour plus d'informations : [référence du conseil des ministres du 23 mars 2021.](#)

COVID-19

1 Vaccination

Au 23/03, 9,2% de la population a reçu au moins la première dose du vaccin et 4,8% est vaccinée. Des 8 508 445 doses distribuées aux régions et à l'armée, 4 989 505 ont été administrées (78%) : 2 276 233 personnes ont reçu les deux doses (34% des doses administrées). L'Andalousie (85,5%), Ceuta (84%), la Navarre (82,6%) et Melilla (81,3%) enregistrent les taux d'administration du vaccin les plus élevés, alors que Castille-La Manche (71,7%) et le Pays Basque (72,1%) enregistrent les taux les plus faibles. Le Ministère de la Santé et les régions ont décidé de reprendre la vaccination avec AstraZeneca le 24/03 (suspendue depuis le 15/03) et de relever de 55 à 65 ans l'âge maximum pour son utilisation.



Par ailleurs, le Conseil supérieur de recherches scientifiques (CISC) a annoncé que le vaccin espagnol (ARNm) pourrait être prêt au T1 2022. Les premiers essais sur les animaux seront effectués d'ici l'été.

2 Restrictions

Vacances de Pâques (« Semana Santa ») : avec un très léger rebond de l'incidence cette semaine (+4 points de l'incidence à 14 jours pour 100 000 habitants), le Conseil Interterritorial de la Santé du 24/03 a décidé de ne pas durcir les restrictions déjà décidées le 10/03. Pour rappel, le Conseil avait adopté un cadre minimal de restrictions pour le pont de la Saint-Joseph et la semaine sainte prévoyant :

- Le confinement géographique de toutes les régions (à l'exception des Canaries et des Baléares pour lesquelles seules les connexions directes entre îles, ainsi que l'arrivée de touristes étrangers, sont possibles).
- Un couvre-feu national mis en place de 23h (pouvant être avancé à 22h par les régions) à 6h.
- Une limitation des réunions à 4 personnes dans les espaces publics à l'intérieur et à 6 personnes dans les espaces publics à l'extérieur. Dans les espaces privés, seules les personnes habitant ensemble pourront se réunir.
- L'interdiction d'organiser et de participer à des événements réunissant un grand nombre de personnes comme cela est habituel pendant ces périodes festives.
- La possibilité pour les régions de mettre en place des mesures plus strictes selon leur situation épidémiologique.

Restrictions internationales : l'Espagne lèvera le 30/03 les restrictions sur les vols et bateaux en provenance du Royaume-Uni, en raison de l'avancement de leur programme de vaccination. Désormais, les britanniques devront présenter un test PCR négatif réalisé dans les 72 heures précédant le voyage pour pouvoir rentrer en Espagne même si les restrictions côté

britannique restent en place avec des sanctions allant jusqu'à 6 000€ pour des déplacements pour des motifs touristiques. Par ailleurs, la prolongation des restrictions est maintenue avec l'Afrique du Sud et le Brésil jusqu'au 13/04.

Évolution des restrictions : la 1ère Vice-Présidente, Carmen Calvo, estime que les conditions pourraient être réunies pour que l'Espagne puisse sortir de l'état d'alerte le 9 mai prochain, date à laquelle il prendra fin comme prévu lors de son adoption le 25 octobre 2020. Elle n'exclut toutefois pas de devoir le prolonger si la situation sanitaire le requiert. Par ailleurs, la commission pour la santé publique étudie une actualisation du cadre de réponses coordonnées adopté le 22/10/2020 et qui sert d'orientation pour les restrictions adoptées par les régions. Un des changements débattus concerne une **nouvelle recommandation de fermeture des espaces publics intérieurs en cas de niveau « élevé » de risque, soit avec une incidence à 14 jours comprise entre 150 et 250.**

Actualité économique

1 Mesures de réponse à la crise et de relance

Plan de soutien à la solvabilité des entreprises :

le Congrès des Députés a validé le 25/03 le décret-loi mobilisant 11 Md€ pour soutenir les entreprises et indépendants en difficultés avec 177 voix pour, 50 voix contre et 113 abstentions. Pour mémoire, ce texte a été adopté en conseil des ministres le 12/03 et crée trois nouveaux fonds pour 1) soutenir directement les entreprises et indépendants dans les secteurs les plus touchés par la pandémie lorsque ces entreprises font face à une chute d'au moins 30% de leur chiffre d'affaires par rapport à 2019 ; pour

couvrir coûts fixes et charges financières (7 Md€) ; (2) restructurer les prêts garantis par l'institution financière publique ICO (3 Md€) ; (3) fournir des fonds propres et quasi fonds propres aux PME et ETI (1 Md€). De plus, le Ministère des Comptes Publics a publié [l'ordre ministériel](#) (équivalent d'un arrêté) établissant la répartition territoriale de la ligne de 7 Md€ d'aides directes.

La mise en œuvre du plan est encore soumise à plusieurs étapes dont notamment la signature des conventions entre l'État et les régions, attendues pour la mi-avril, le versement des montants prévus aux régions dans un délai de 10 jours après la signature des conventions et le lancement des appels à candidatures par les exécutifs régionaux pour les 7Md€ en aides directes, et l'adoption du code de bonne conduite pour le secteur financier pour la restructuration des prêts garantis par l'ICO.

Chômage partiel : le Ministre de la Sécurité Sociale, José Luis Escrivá a indiqué le 19/03 que le dispositif de chômage partiel serait prolongé au-delà du 31/05, date actuelle d'extinction du dispositif. Les modalités du dispositif pourraient être adaptées, en fonction de la situation sanitaire.

2 Macroéconomie

L'Institut National de la Statistique révisé la chute du PIB espagnol à -10,8% en 2020, +0,2 pp par rapport aux estimations provisoires (-11%). L'INE a revu ses estimations sur l'évolution du PIB en 2020 avec une chute de l'activité légèrement moins importante que prévu initialement sur l'année. Cette réévaluation a également porté sur la croissance inter-trimestrielle : au T3 2020, le rebond de l'économie espagnole a finalement été plus important (+17,1% au lieu de +16,4% estimé précédemment) alors qu'au T4 le PIB a stagné sous l'effet de la 2ème vague (+0,0% vs. +0,4%). Pour le T1 2021 il est anticipé une évolution négative autant par la Banque

d'Espagne (-0,4% pour le scénario central) que par l'autorité budgétaire AIReF (-1,6%).

La Banque d'Espagne (BdE) revoit à la baisse la croissance du PIB à 6,0 % (-0,8 pp) en 2021. La BdE explique dans le cadre de ses dernières prévisions macroéconomiques que le faible dynamisme de l'activité en début d'année (notamment dans le secteur des services), ainsi que le retard anticipé dans les versements des fonds *Next Generation EU* par rapport à ce qui était initialement prévu, justifient cette révision. L'institution considère que le gouvernement ne mettra en œuvre que 55 % des projets prévus pour 2021, pour une contribution de 1 pp à la croissance (contre 1,3 pp espéré initialement).

Les exportations et les importations de services enregistrent au T4 2020 des baisses de 8 et 5 % en variation annuelle respectivement. D'après les dernières données publiées par l'Institut National de la Statistique (INE), Le solde des échanges extérieurs de services a enregistré une chute de 14,1 % par rapport au T4 2019. Les services ayant les contributions les plus négatives sur les exportations ont été les télécommunications et l'informatique (-24,2 % ; soit -4,3 pp), les transports (-6 % ; -1,4 pp) et la propriété intellectuelle (-24,4 % ; -1,3 pp). Pour les importations, on note la propriété intellectuelle (-23,1 % ; -2,8 pp), les services aux entreprises (avec -5,1 % ; -1,9 pp) et les transports (-8,5 % ; -1,7 pp).

3 Finances publiques

Eurostat aurait décidé de reclasser la structure de défaisance des actifs non productifs des banques espagnoles pendant la crise financière des années 2010 (SAREB) au sein du secteur des administrations publiques. En conséquence, la dette de la SAREB (35 Md€) sera désormais comptabilisée dans la dette publique espagnole, qui augmenterait de 3pt de PIB (117 à 120 pt de PIB pour 2020) avec ce changement de champ.

4 Entreprises

Renault a présenté son Plan industriel 2021-2024 pour l'Espagne, deuxième pays d'implantation du groupe. Parmi les grandes lignes du plan, Renault a annoncé 1000 emplois, une spécialisation de l'Espagne sur les véhicules hybrides et hybrides rechargeables et une attention particulière portée à l'économie circulaire, avec la reconversion partielle prévue de l'usine de boîtes de vitesse de Séville.

5 Secteur financier

Après l'absorption de Bankia, CaixaBank devient la première banque espagnole en volume d'actifs sur le territoire national, avec 640 Md€ (26/03/2021). L'autorité de la concurrence espagnole (CNMC) a donné son aval à l'opération en demandant toutefois au futur géant bancaire de conserver des agences ouvertes et les conditions commerciales existantes pour les clients de Bankia dans 86 communes où la fusion conduirait à une situation de monopole ou à un risque d'exclusion financière. L'opération ne *"représente pas une menace pour la concurrence dans les domaines de la banque d'entreprise, banque d'investissement, de factoring, cartes, terminaux de paiement, production et distribution d'assurances, gestions de fonds et plans de pensions"*, déclare l'autorité dans son communiqué de presse. Quant au Ministère, il a adopté un ordre ministériel autorisant l'opération après avoir constaté que toutes les autorités impliquées ont produit les rapports exigés par la loi sans formuler d'objections à l'opération et que la CNMC a donné son autorisation sous conditions à la fusion. Les négociations avec les syndicats pour les plans de départ débuteront dès la fin de la semaine sainte. L'objectif est de finaliser la restructuration de personnel et d'agence d'ici à juin 2022. L'Etat espagnol, premier actionnaire de Bankia via le FROB détiendra 16,1 % du capital de CaixaBank après absorption.

Moody's améliore ses prévisions de perspectives du secteur bancaire espagnol pour les 12 à 18 mois à venir. Cet optimisme est motivé par un espoir de reprise économique et des réserves de capital jugées suffisantes.

Santander espère prendre le contrôle de l'intégralité du capital de sa filiale mexicaine, en rachetant les 8,3 % restants. Le prix proposé aux actionnaires est 24,3 % supérieur à la valeur cotée au 25/03. Conséquence de l'opération, le ratio de capital CET1 du groupe devrait être abaissé de 0,08 point (il était de 12,34 % au 31/12/2020).

Le cours de l'action de la banque BBVA, très exposé au marché turc (43% de ses bénéfices en 2020) avec sa filiale Garanti, a fortement baissé (-10% sur une semaine) avec la forte dépréciation de la livre turque qui fait suite au changement de gouvernance à la Banque Centrale de Turquie..

L'utilisation d'instruments de dette hybride est en forte en augmentation depuis le début de l'année, avec 4,4 Md€ déjà émis. Selon les estimations de BBVA, l'émission de ces instruments, qui renforcent la solvabilité des entreprises (ils sont considérés comme des quasi fonds propres), pourrait atteindre 7 à 8 Md€ pour l'ensemble de l'année 2021.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international